



# 1992-1993 : des CLU à la FSU



## Rencontre nationale des Comités de liaison unitaires à Perpignan (1/12/1992)

• Elus de 15 syndicats nationaux, de 30 sections départementales de la FEN, de trois courants de pensée, nous refusons d'être dépossédés de notre fédération syndicale par une minorité (...) pour mettre en œuvre un syndicalisme d'abandons revendicatifs (...).

**Agir ensemble pour les services publics et pour nos revendications de fonctionnaires** (...) c'est avec cette volonté que les CLU proposent une pétition nationale (...).

D'ores et déjà l'expérience des CLU est porteuse d'une nouvelle conception du fédéralisme donnant la primauté au dialogue et à l'écoute mutuelle, respectueuse des diversités, soucieuse de dégager l'unité profonde des préoccupations des personnels et de faire prévaloir les solidarités.

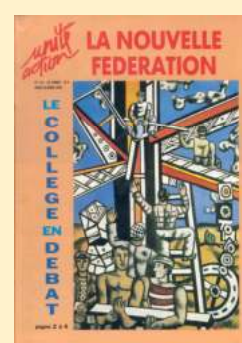
**Ce projet est celui du plein exercice du pluralisme** (...) d'une réelle complémentarité entre les syndicats nationaux et le cadre fédéral (...) favorisant l'échange [entre eux] et des conceptions différentes des revendications, de l'action, du syndicalisme, qu'expriment les courants de pensée ou tendances organisées ou au travers de sensibilités individuelles.

Ce projet est celui de l'aspiration à l'unité de l'ensemble des salariés. Nous ne considérons pas l'autonomie de notre mouvement syndical comme une donnée définitive. Nous avons la conviction qu'il serait souhaitable de parvenir à une réunification [...] qui ne pourra qu'être le terme d'un processus (...).

Nous nous fixons l'objectif premier de construire une **fédération indépendante et unitaire, pluraliste et revendicative sur le secteur de l'éducation, de la recherche, et de la culture, de la justice.**

Nous proposons à toutes les confédérations des rencontres régulières permettant de confronter nos conceptions, nos analyses et de dégager des convergences...

**Nous en appelons au débat et au travail commun dans les départements et les localités** pour développer les comités de liaisons unitaires, impulser l'action unitaire et donner vie à un véritable fédéralisme. »



Du SNI-Pegc maintenu au SNUipp

fondation SNUipp en 1992

1<sup>er</sup> congrès en juin 1993 à Aubagne



**14 avril 1993 : dépôt des statuts transitoires** par 14 syndicats nationaux (EPA, SNASUB, SNEP, SNES, SNESup, SNETAA, SNETAP, SNICS, SNPCEN, SNPIEN, SNPIUFM, SNPES-PJJ, SNUASEN, SNUipp)

Les statuts sont précisés un an après, au congrès fondateur de Macon sur les principes suivants :

La parole aux syndiqués par vote individuel

Triple pilier des SN, SD et tendances

Souveraineté des SN

Revitalisation des SD

Refus de toute hégémonie d'un SN ou d'une tendance : majorité qualifiée de 70%, pas de tendance disposant de plus de 50% des sièges

Fin de l'homogénéité des directions : composition du CDFN et BDFN

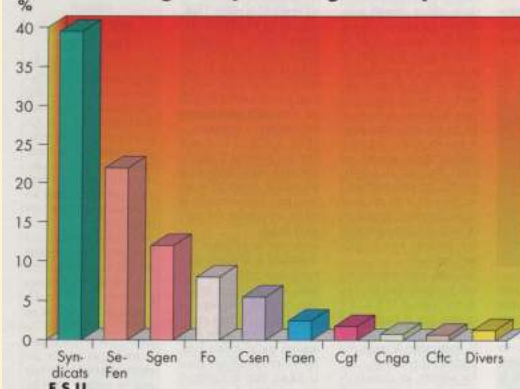


Au centre P. Cardon (Snep), Gisèle Bonnet (Snes), M. Deschamps (sec gal FSU)



Manif unitaire : Odent (Snesup), Rouyer (Snep), Nicole Geneix (Snuipp), Weber (Snes), Annick Coupé (Solidaires)

Résultats des élections du 6 décembre 1993 toutes catégories-pourcentage des exprimés



POUR n° 1



**16 janvier 1994**  
Un million de manifestants défilent à Paris, à l'appel de toutes les organisations laïques, contre l'aménagement de la loi Falloux. La FSU y est particulièrement visible. Le texte est annulé.